

*Accord de libre-échange Canada—États-Unis*

Je sais aussi qu'il y a eu d'autres élections au Canada où le libre-échange était l'enjeu principal. C'est le cas des élections de 1891 et de celles de 1911. Lors de ces campagnes électorales, le parti qui préconisait le libre-échange a été défait. On pourrait se demander ce qu'il y a de différent cette fois-ci et pourquoi le parti en faveur du libre-échange a accédé au pouvoir. Les historiens et les économistes de demain trouveront probablement la réponse, mais je pense que c'est surtout parce que nos économies se sont sensiblement développées depuis 1891 et 1911.

Le Canada est plus confiant qu'il ne l'était auparavant, et c'est à cause de certains changements qui se sont produits dans le monde. L'exemple de la communauté européenne, le fait que de petits pays peuvent travailler et commercer avec de plus grands sans perdre leur identité, leur souveraineté ou leur culture, a bien servi cette campagne et a inspiré confiance à la veille de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange.

A mon avis, le fait que nous, Canadiens, avons montré notre capacité de faire concurrence aux Américains au cours des dernières années, est significatif. Au début de cette campagne et pendant le débat des derniers mois, la plupart des Canadiens n'ont pas oublié que nous avons concurrencé les Américains et que nos efforts ont été couronnés de succès. Le fait que la balance commerciale penche en notre faveur d'environ 16 milliards de dollars depuis les deux ou trois derniers exercices financiers prouve que nous pouvons soutenir la concurrence, et je pense que c'est cela qui a donné aux Canadiens la confiance dont ils avaient besoin pour trancher cette question.

Si les Canadiens en sont finalement arrivés à la décision qu'on sait pendant la dernière campagne électorale, c'est aussi en grande partie parce que l'administration conservatrice de ces quatre dernières années leur a inspiré confiance. Je parle en particulier à titre de Canadien de l'Ouest, et c'est avec une grande fierté et beaucoup de satisfaction que je signale que jamais les Canadiens de l'Ouest n'ont joué un rôle aussi grand dans la direction de leur pays que ces quatre dernières années. Pour beaucoup de Canadiens, cet élément de confiance a joué.

Je ne prétends pas du tout que tous les Canadiens qui ont voté pour les conservateurs le 21 novembre l'ont fait parce qu'ils ont opté en toute connaissance de cause

pour le libre-échange. Certainement pas. Je pense cependant que beaucoup se sont dits qu'ils avaient confiance dans les dirigeants de notre parti. Les réalisations du gouvernement depuis quatre ans les ont convaincus que les conservateurs avaient vraiment à coeur les intérêts du Canada et qu'ils pouvaient leur confier leur avenir.

Cependant, nous avons encore beaucoup de pain sur la planche. Je pense en particulier à la circonscription de Brandon—Souris, et j'aimerais dire en passant combien je suis reconnaissant aux électeurs de ma circonscription de m'avoir conservé leur confiance et de m'avoir donné la chance de les servir pour la troisième fois à la Chambre des communes. Je ne prétends pas que tous les habitants de Brandon—Souris ont confiance dans le libre-échange. C'est faux, et certains ont même de sérieuses inquiétudes à ce sujet. En tant que gouvernement, nous devons assumer une part de responsabilité. A vrai dire, je crois que nous n'avons pas expliqué l'Accord de libre-échange comme nous l'aurions dû au cours des derniers mois, et c'est une des raisons qui expliquent certaines des difficultés que nous avons connues au cours de la campagne électorale.

Peut-être avons-nous, en tant que gouvernement, trop compté sur la presse écrite. Peut-être avons-nous oublié que nous sommes à l'ère de la télévision. Je crois que nous devrions regarder tout cela avec la perspicacité du recul. Peut-être avons-nous oublié pendant un moment qu'il est facile, grâce à la télévision, de faire peur aux gens en 30 secondes, mais qu'il est difficile de les rassurer en 30 secondes. En tant que candidat aux dernières élections, je suis très conscient des difficultés que nous avons connues au moment où l'opposition a entrepris sa campagne de publicité.

Le plus inquiétant dans tout cela, c'est que les politiciens eux-mêmes ont été à l'origine de beaucoup de craintes. Nous avons une obligation, en tant que politiciens, quelle que soit notre allégeance politique, de dire aux électeurs ce que nous voulons accomplir et les moyens que nous entendons prendre pour ce faire. Trop souvent au cours de la dernière campagne électorale, on a vu des députés des partis de l'opposition dire à la population qu'ils étaient contre ceci au lieu de leur dire qu'ils étaient pour cela. Cette façon de faire a malheureusement contribué à créer un climat de crainte et d'inquiétude.